

Beaucoup de bruit à Matignon... mais l'inspiration est en Martinique !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans la répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions

de blocage en Martinique pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations.

Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1^{er} octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics, doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

À Besançon, manifestation du 1^{er} octobre à 14 heures place de la Révolution

On n'en veut pas

Certaines collègues ont reçu un courrier de la direction pour leur demander leur inscription à l'ordre des infirmiers. Les premiers « ordres », tel celui des médecins, ont été créés par Pétain. Dans cette époque nauséabonde, cela semble vouloir être remis au goût du jour. Quant à nous, des hiérarchies, on en a déjà bien assez et il n'est pas question que l'on paie davantage pour travailler.

C'est la société qui est violente

Le gouvernement interroge la psychiatrie régulièrement sur les patients dits « difficiles ». En fait, peu importe pour ceux qui nous gouvernent le triste état de la psychiatrie aujourd'hui. Ce qu'ils veulent, c'est qu'il n'y ait plus de faits divers impliquant des personnes malades. Oui, mais pour cela, il faut de vrais soins avec du personnel en nombre, des moments importants de réflexion et aussi des équipes fournies pour le suivi en extra hospitalier. Tout ce qu'il manque aujourd'hui dans les hôpitaux où l'enfermement et la mise en contention se multiplient faute de soignants. Les plus dangereux pour notre société, ce sont ceux qui détruisent le soin et notamment ceux qui nous dirigent.

Les départs en hausse

La direction dit faire un effort de recrutement. Oui mais voilà, elle embauche des aides-soignants qui sont mis sur des postes d'infirmiers et qui de ce fait ne peuvent pas être titularisés. Quant aux infirmiers, les départs sont nombreux et ne permettent pas une stabilisation des effectifs. Il ne suffit pas d'embaucher, il faut aussi garder les collègues et, vu la dégradation des conditions de travail, ça n'est pas gagné.

Dites-moi de quoi vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer

Au Colombier, nous demandons l'installation d'un portail sécurisé afin que des patients en rupture de soin ne puissent pas y pénétrer comme cela s'est déjà produit. Mais la direction trouve cela trop cher et que notre sécurité ne mérite pas ce coût. Elle demande un audit, et là, elle trouve l'argent !

Des promesses !

Afin d'améliorer nos conditions de travail, la direction s'était engagée à ce que nous ayons nos plannings deux mois à l'avance. Mais les promesses de la direction valent autant que ceux des politiciens. On attend toujours.

On marche sur la tête !

Après avoir supprimé deux postes infirmiers à la MAS, la direction constitue un groupe pour analyser les problèmes qui ne cessent de s'enchaîner. Elle ne manque pas de souffle. Nous on sait déjà quelle solution mettre en place : renforcer l'équipe soignante.

Cause toujours

Le Premier ministre vient d'annoncer que 2025 sera l'année consacrée aux troubles mentaux. Une bonne nouvelle quand on sait le triste état des hôpitaux psychiatriques. Néanmoins les promesses des politiciens n'engagent que ceux qui y croient. Ce n'est pas ce gouvernement qui changera la situation des hôpitaux à moins que nous l'y obligions.

L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carence en cas de maladie de un à deux, voire trois jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %. Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes. À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

Quartiers nord, colère noire

À Marseille, 200 employés de l'hôpital psychiatrique Édouard-Toulouse se sont rassemblés devant l'hôpital il y a deux semaines pour dénoncer les fermetures de lits et la surcharge de travail. En 2007, l'hôpital comptait 100 lits. Aujourd'hui, il n'en reste que 44 et la direction prévoit d'en fermer encore 22. Vingt-deux lits pour 125 000 habitants ! Mais les salariés sont mobilisés et de nouveaux rassemblements sont prévus.

Hôpitaux endettés, banques heureuses

Le déficit des établissements publics, qui était de 558 millions d'euros en 2019, a atteint 1,7 milliard d'euros en 2023, soit une hausse de plus de 300 % en quatre ans ! De plus en plus d'hôpitaux sont au bord de la rupture, contraints de toujours plus emprunter aux banques pour compenser la baisse des financements publics. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros. De quoi réjouir les banques qui encaissent ainsi des intérêts faramineux... pris sur le budget des hôpitaux !

